



Agence Métropole Bretagne / Pays de la Loire  
Service Gestion Technique du Patrimoine  
8, avenue Jacques Cartier - Atlantis  
BP 70729  
44818 SAINT-HERBLAIN CEDEX  
02 72 64 47 19  
02 40 92 48 97

**UNION GROUPEMENTS D'ACHATS**  
**1, boulevard Archimède**  
**77444 MARNE LA VALLEE CEDEX 2**

romain.hervouet@fr.bureauveritas.com

Rapport N°: 003208 2795457-1/RH  
Rapport établi le 26/08/2015



*Cf. conclusions au § 1*

## **RAPPORT de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante à intégrer au dossier technique amiante**

Lieu d'intervention : <b>PALAIS DE JUSTICE</b>		Propriétaire
Adresse : <b>77, rue Albert de Mun 44600 SAINT NAZAIRE</b>		UNION GROUPEMENTS D'ACHATS 1, boulevard Archimède 77444 MARNE LA VALLEE CEDEX 2
Date du constat : 18/08/2015	Donneur d'ordre UNION GROUPEMENTS D'ACHATS 1, boulevard Archimède 77444 MARNE LA VALLEE CEDEX 2	
En présence de : Monsieur CAPOU (concierge)		

Diagnosticteur **HERVOUET Romain**

Signature

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences ont été certifiées par BUREAU VERITAS CERTIFICATION, 41 chemin des Peupliers, 69573 DARDILLY CEDEX  
Certificat n° 2709281 délivré le 26/06/2014 et valable jusqu'au 25/06/2019

Compagnie d'assurance de Bureau Veritas : HISCOX (Ref. contrat : HA RCP0084283).  
Date de fin de validité : 31/12/2015

Laboratoire d'analyse des échantillons : Eurofins Analyses pour le Bâtiment Ouest  
7, Rue Pierre Adolphe Bobierre ,BP 42301  
44323 NANTES  
N° d'accréditation COFRAC pour les analyses : 1350304



# Sommaire

<b>1. Conclusions .....</b>	<b>3</b>
1.1. Conclusion Générale .....	3
1.2. Matériaux et produits repérés contenant de l'amiante.....	4
1.3. Matériaux et produits repérés ne contenant pas d'amiante.....	6
1.4. Zones et Locaux Non Visités nécessitant des investigations complémentaires .....	7
<b>2. Objet de la mission .....</b>	<b>7</b>
<b>3. Textes de référence .....</b>	<b>7</b>
<b>4. Méthodologie du diagnostic.....</b>	<b>8</b>
<b>5. Conditions de la réalisation du repérage .....</b>	<b>10</b>
5.1. Informations relatives aux conditions spécifiques du repérage .....	10
5.2. Récolement des données .....	10
5.2.1. Documents fournis par le client, disponibles le jour de la visite .....	10
5.2.2. Conclusion de ces documents .....	11
5.3. Démarches réglementaires en présence de matériaux amiantés .....	11
<b>Annexe 1. : liste des locaux ou zones visités .....</b>	<b>13</b>
<b>Annexe 2. : composants de la construction identifiés.....</b>	<b>14</b>
<b>Annexe 3. : repérage des matériaux, matériaux, prélèvements .....</b>	<b>15</b>
<b>Annexe 4. : attestation(s) et certificat(s) .....</b>	<b>24</b>
<b>Annexe 5. : procès-verbal du laboratoire d'analyse d'échantillons .....</b>	<b>29</b>
<b>Annexe 6. : Critère d'évaluation des matériaux de la liste B.....</b>	<b>33</b>
<b>Annexe 7. : copie(s) de(s) rapport(s) antérieur(s) .....</b>	<b>36</b>

# 1. Conclusions

---

## 1.1. Conclusion Générale



Dans le cadre de la mission décrite en tête de rapport, il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante (se reporter au paragraphe 1.2 : matériaux et produits repérés contenant de l'amiante)

Dans tous les cas, et sans préjudice des autres dispositions réglementaires applicables, il est nécessaire d'avertir de la présence d'amiante toute personne pouvant intervenir sur ou à proximité des matériaux et produits concernés ou de ceux les recouvrant ou les protégeant .

**Recommandations issues du repérage : elles concernent les matériaux et produits autres que les flocages, calorifugeages et faux-plafonds (matériaux de la liste B)**

EP : évaluation périodique :

- a) Contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas et, le cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation ;
- b) Rechercher, le cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer

AC1 : action corrective de premier niveau :

- a) Rechercher les causes de la dégradation et définir les mesures correctives appropriées pour les supprimer ;
- b) Procéder à la mise en œuvre de ces mesures correctives afin d'éviter toute nouvelle dégradation et, dans l'attente, prendre les mesures de protection appropriées afin de limiter le risque de dispersion des fibres d'amiante.
- c) Veiller à ce que les modifications apportées ne soient pas de nature à aggraver l'état des autres matériaux et produits contenant de l'amiante restant accessibles dans la même zone ;
- d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles ainsi que, le cas échéant, leur protection demeurent en bon état de conservation.

AC2 : action corrective de 2è niveau :

- a) Prendre, tant que les mesures mentionnées au c n'ont pas été mises en place, les mesures conservatoires appropriées pour limiter le risque de dégradation et la dispersion des fibres d'amiante. Cela peut consister à adapter, voire condamner l'usage des locaux concernés afin d'éviter toute exposition et toute dégradation du matériau ou produit contenant de l'amiante. Durant les mesures conservatoires, et afin de vérifier que celles-ci sont adaptées, une mesure d'empoussièrement est réalisée, conformément aux dispositions du code de la santé publique.
- b) Procéder à une analyse de risque complémentaire, afin de définir les mesures de protection ou de retrait les plus adaptées, prenant en compte l'intégralité des matériaux et produits contenant de l'amiante dans la zone concernée;
- c) Mettre en œuvre les mesures de protection ou de retrait définies par l'analyse de risque ;
- d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles, ainsi que leur protection, demeurent en bon état de conservation.



## 1.2. Matériaux et produits repérés contenant de l'amiante



### Matériaux hors liste A

Date du repérage	Matériau	Repérage	Localisation du matériau ou du produit	Présence amiante	Critère	Observation	Réf. photo	Etat de conservation	Mesure préconisée par l'opérateur
		---> P (prélèvement): matériau ayant fait l'objet d'une analyse par prélèvement, S: (sondage): matériau associé à un prélèvement; IV (inspection visuelle): autre							
18/08/2015	Dalles de sol vinyles marrons	P 6	Niveau 01 - Logement - Chambre 1 -	OUI	Résultat d'analyse	zone homogène: [Niveau 02] TC: circulation primaire, juge commissaire et mandataire, archives, bureau	Photo n° 6	Protection physique non étanche ou absence de protection physique, matériau non dégradé, risque de dégradation faible ou à terme	EP
18/08/2015	Conduits carrés en fibres ciment	IV 1	Niveau 01 - TGI: Locaux techniques -	OUI	Jugement personnel	Idem [Niveau 01] salle de bain logement TGI: réserve, garage	Photo n° 10	Protection physique non étanche ou absence de protection physique, matériau non dégradé, risque de dégradation faible ou à terme	EP
18/08/2015	Conduit rond en fibres ciment (en dauphin)	IV 2	Palais de justice - Ext - Extérieur -	OUI	Jugement personnel		Photo n° 11	Protection physique non étanche ou absence de protection physique, matériau non dégradé, risque de dégradation faible ou à terme	EP
18/08/2015	Conduits ronds en fibres ciment	IV 3	Niveau 2 - TGI: Escalier -	OUI	Jugement personnel	idem [Niveau 02] sanitaire privatif bureau 217	Photo n° 12	Protection physique non étanche ou absence de protection physique, matériau non dégradé, risque de dégradation faible ou à terme	EP



Date du repérage	Matériau	Repérage	Localisation du matériau ou du produit	Présence amiante	Critère	Observation	Réf. photo	Etat de conservation	Mesure préconisée par l'opérateur
18/08/2015	Conduits carrés en fibres ciment (cheminée)	IV 4	Palais de justice - Niveau 04 - Toiture -	OUI	Jugement personnel		Photo n° 13	Protection physique non étanche ou absence de protection physique, matériau non dégradé, risque de dégradation faible ou à terme	EP

*Etat de conservation :*

- Matériaux de la liste A : l'état de conservation est défini par un score 1, 2 ou 3 en application des grilles d'évaluation définies réglementairement, 3 étant le moins bon score et 1 le meilleur.

- Matériaux de la liste B : conclusion conforme à la réglementation en vigueur au moment de la réalisation du repérage

Les obligations et préconisations sont détaillés dans le paragraphe précédent

**RAPPEL :**

En cas de présence avérée d'amiante, les démarches réglementaires prévues dans le code du travail et le code de la santé publique doivent être engagées.



### 1.3. Matériaux et produits repérés ne contenant pas d'amiante



Date du repérage	Matériau	Repérage	Localisation du prélèvement ou du matériau	Présence amiante	Critère	Observation	Réf. photo
		<i>P (prélèvement): matériau ayant fait l'objet d'une analyse par prélèvement, S: (sondage): matériau associé à un prélèvement; IV (inspection visuelle): autre</i>					
18/08/2015	Faux plafond (face blanche + laine de verre)	P 1	Niveau 01 - Bureau concierge -	NON	Résultat d'analyse	zone homogène: [niveau 1] Circulation primaire TGI, Chmabre du conseil audience TI, Cuisine restauration, salle d'audience TGI [niveau 02] circulation primaire TC, circulation primaire TGI, local sécurité services généraux TGI [Niveau 03] circulation primaire TC, circulation primaire TGI, circulation TGI	Photo n° 1
18/08/2015	Calorifugeage (plâtre + papier bitumineux noir + laine minérale rose)	P 2	Niveau 01 - Local technique -	NON	Résultat d'analyse	zone homogène: [niveau 01] garage	Photo n° 2
18/08/2015	Calorifugeage (corde tressée marron)	P 3	Niveau 01 - Local technique -	NON	Résultat d'analyse	zone homogène: [niveau 01] archives et scellés	Photo n° 3
18/08/2015	Flocage	P 4	Niveau 01 - Archives et scellés	NON	Résultat d'analyse	zone homogène: [niveau 01] archives, archives et scellés, local technique	Photo n° 4
18/08/2015	Calorifugeage (plâtre + laine de verre)	P 5	Niveau 01 - Archives -	NON	Résultat d'analyse	zone homogène: [niveau 01] garage	Photo n° 5
18/08/2015	Faux plafond 30*30 type Armstrong	P 7	Niveau 01 - Logement - Circulation primaire -	NON	Résultat d'analyse	zone homogène: logement sanitaires et dégagement	Photo n° 7
18/08/2015	Faux plafond (face blanche + laine de verre)	P 8	Niveau 02 - TI - Circulation primaire -	NON	Résultat d'analyse	zone homogène: [Niveau 01] circulation primaire TI	Photo n° 8
18/08/2015	Faux plafond	IV	Niveau 02 - CPH - Circulation primaire -	NON	Marquage matériau	marquage année 2006	Photo n° 9



#### 1.4. Zones et Locaux Non Visités nécessitant des investigations complémentaires

Il appartient au donneur d'ordre ou à son représentant, seule personne à même d'avoir une parfaite connaissance des lieux, de signifier à Bureau Veritas toute omission éventuelle à ce titre et de confier à Bureau Veritas, le cas échéant, une mission complémentaire de repérage dans les locaux et zones omis.

*« Pas de local non visité identifié »*

## 2. Objet de la mission

---

Etablir le repérage en vue de la constitution du dossier technique «amiante».

Ce repérage a pour objectif d'identifier et de localiser les matériaux et produits contenant de l'amiante incorporés dans l'immeuble bâti et susceptibles de libérer des fibres d'amiante en cas d'agression mécanique résultant de l'usage des locaux (chocs et frottements) ou générée à l'occasion d'opérations d'entretien et de maintenance. Il est basé sur le repérage des matériaux et produits des listes A et B mentionnées en annexe 13-9 du code de la santé publique.

## 3. Textes de référence

---

Code de la Santé Publique Chapitre IV section 2 – articles R1334-14 à R1334-29-9 et annexe 13-9 selon le Décret n° 2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.

Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage.

Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage.

Arrêté du 26 juin 2013 modifiant les arrêtés du 12 décembre 2012 relatifs aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits des listes A et B contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage.

Arrêté du 21 décembre 2012 relatif aux recommandations générales de sécurité et au contenu de la fiche récapitulative du « dossier technique amiante ».

Norme NFX 46-020 : Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis.



## 4. Méthodologie du diagnostic

---

La mission de diagnostic est réalisée par un ou des opérateurs de repérage titulaire(s) de la certification de personne dans le domaine de l'amiante.

HERVOUET Romain est certifié dans le domaine de l'amiante depuis le 26/06/2014 par *BUREAU VERITAS CERTIFICATION*, organisme certificateur dans le domaine de l'amiante, accrédité par le COFRAC.

Certificat N° 2709281

Date limite de validité de la certification : 25/06/2019

### Plan d'intervention

La bonne accessibilité aux différentes parties de l'immeuble bâti est une condition importante et nécessaire à la qualité du repérage.

La visite de tous les locaux et installations inscrits dans le périmètre de repérage est nécessaire ;

A cette fin, l'opérateur de repérage examine de façon exhaustive toutes les différentes parties de l'immeuble bâti qui constituent le bâtiment et détermine les zones présentant des similitudes d'ouvrage et les zones homogènes.

Le repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante comprend au minimum une inspection visuelle des composants de la construction afin de rechercher et d'identifier les différents matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante.

Cette inspection peut être suivie :

- d'investigations approfondies ou d'investigations complémentaires ;
- de sondages ;
- De prélèvements pour déterminer par analyse, la présence effective d'amiante dans les matériaux et produits préalablement identifiés comme étant susceptibles de contenir de l'amiante.

À chacune de ces étapes, les matériaux et produits sont enregistrés, leurs caractéristiques et leur état de conservation renseignés le cas échéant.

Dans le cas où des locaux, parties de locaux, composants ou parties de composants de la construction restent inaccessibles, les réserves correspondantes ainsi que les investigations complémentaires ou les investigations approfondies nécessaires sont listées dans le présent rapport

En fonction des informations et des moyens dont il dispose (documents, matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante, marquage sur les matériaux), de son jugement personnel et de sa connaissance des matériaux et produits, l'opérateur de repérage peut conclure à la présence ou à l'absence d'amiante.

En cas de doute sur la présence d'amiante (absence d'informations documentaires, produits non identifiés), il effectue un (ou des) prélèvement(s) pour analyses sur les matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante pour conclure.

Phase de prélèvements :

L'opérateur de repérage définit sous sa seule responsabilité en fonction de sa stratégie d'échantillonnage, parmi les matériaux ou produits repérés, ceux qui doivent donner lieu à un ou plusieurs prélèvements ;

Ce nombre de prélèvements représentatif des surfaces considérées est conforme aux prescriptions de l'Annexe A de la norme NF X 46-020.

Les prélèvements sont réalisés par l'opérateur de repérage avec les moyens de protection collective et individuelle mis en œuvre dans le respect des prescriptions réglementaires en vigueur et avec un matériel de prélèvement adapté à l'opération dans des conditions conduisant à une pollution des lieux la plus réduite possible.

L'opérateur de repérage veille à la traçabilité des échantillons prélevés et le conditionnement individuel et sous double emballage étanche à l'air est réalisé sur site.





Ces prélèvements sont transmis pour analyse, à un laboratoire accrédité avec une fiche d'accompagnement reprenant l'identification du prélèvement.

A réception des résultats d'analyse, l'opérateur de repérage veille à la cohérence des résultats.

Le résultat de cette analyse permet d'identifier parmi les matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante ceux qui en contiennent effectivement.

Phase d'analyse d'échantillons :

Les analyses des échantillons de ces matériaux et produits sont réalisées par un organisme accrédité.

### **Avertissement :**

- La recherche des MPCA est réalisée par sondages visuels sur les matériaux accessibles sans sondage destructif (avec prélèvements d'échantillons), selon une méthode d'échantillonnage respectant en cela les prescriptions de la norme NFX 46-020 et des arrêtés du 12 décembre 2012. Cette recherche ne peut cependant être exhaustive compte tenu de la multitude de formes que peut prendre l'amiante et le caractère aléatoire et sporadique de son ajout aux matériaux du bâtiment. Certains MPCA peuvent donc ne pas être mis en évidence par la méthode de recherche par sondages : détermination de zones de similitude d'ouvrage et de zones homogènes, fréquence de sondage telles que définies par cette norme à l'intérieur de celles-ci, ... Il n'est ainsi pas exclu que certains MPCA puissent être mis en évidence ultérieurement lors d'opérations de travaux, de démolition ou de réhabilitation.

- La mission porte exclusivement sur les bâtiments et locaux dont la liste est détaillée en annexe 1.

- La présente mission ne doit pas être confondue avec celle qui incombe au maître de l'ouvrage en matière de repérage d'amiante avant travaux de démolition au titre de l'article R 1334-22 du Code de la Santé Publique et de l'arrêté correspondant du 26 juin 2013.

- Le présent repérage ne peut être utilisé que dans les limites de la présente mission.

L'ancienneté des matériaux contenant de l'amiante, les diverses agressions qu'ils subissent, peuvent entraîner la dénaturation de ceux-ci et donner lieu à la libération spontanée de fibres d'amiante.

Ainsi des fibres peuvent migrer et polluer un matériau non réputé contenir de l'amiante, se trouvant à proximité du matériau amianté.

L'intervention BUREAU VERITAS ne prend pas en compte dans le présent repérage, cet effet de pollution éventuelle.

## 5. Conditions de la réalisation du repérage



La visite a été effectuée le **18/08/2015** accompagné de : **Monsieur CAPOU (concierge)**.

### 5.1. Informations relatives aux conditions spécifiques du repérage

#### Conditions d'accès à l'ensemble des locaux, volumes, matériaux à repérer

L'annexe 1 précise les locaux visités

Présence d'une société qualifiée pour effectuer les sondages et/ou démontages : **SANS OBJET**

Présence de la société de maintenance des ascenseurs : **SANS OBJET**

Présence de la société de maintenance des installations de chauffage : **SANS OBJET**

Présence d'une personne habilitée à ouvrir les locaux TGBT : **SANS OBJET**

### 5.2. Récolement des données

#### 5.2.1. Documents fournis par le client, disponibles le jour de la visite

Plans et ou documents concernant la construction fournis : **Oui**

Titre	n° de plan	Date
Plan des locaux	/	/

Anciens rapports de repérage : **OUI**

Numéro de référence du rapport de repérage	Date du rapport	Nom de la société et opérateur de repérage	Objet du repérage
54 80161-5-8/HLM/NL	22/08/1997	Hervé LE MEUR / Contrôle et prévention	Rapport de diagnostic amiante de bâtiment dans les matériaux
TI Saint Nazaire	19/07/2005	Pierre DELEGLISE / A.C. Environnement	Dossier technique amiante
CPH Saint Nazaire	20/07/2005	Pierre DELEGLISE / A.C. Environnement	Dossier technique amiante



Date du permis de construire : **Avant 1997**  
Année de construction : **Avant 1997**  
date de réhabilitation ou description des modifications : **Sans objet**

destination des locaux : **Bureau**

Nota : Les documents transmis par le client et nécessaires à l'exécution de la mission sont réputés satisfaire aux exigences imposées par les textes réglementaires relatifs à l'amiante.

### 5.2.2. Conclusion de ces documents

Présence d'amiante

Les résultats antérieurs en matière de recherche d'amiante, communiqués à Bureau Veritas dans le cadre de la présente mission, sont réputés satisfaire aux exigences imposées par les textes en matière de diagnostics et constats.

### 5.3. Démarches réglementaires en présence de matériaux amiantés

Dans le cadre de la présente mission, **le repérage ne porte que sur les parties rendues accessibles lors de la visite. Cette mission n'est pas une reconnaissance préalable à des travaux de déconstruction, de réhabilitation ou d'extension.**

Il conviendra donc, en cas de travaux, de s'assurer, **par la réalisation d'un diagnostic complémentaire**, de l'absence de ces matériaux dans les parties non accessibles, comme par exemple dans les encoffrements (recherche de présence de produits suspects tel que gaines et conduites en amiante ciment etc...) ou les sous-faces de revêtement de sol, (recherche de présence de produits suspects tels que dalles de sol amiantées etc...).

En cas de présence d'amiante avérée, il est important de se reporter aux informations données ci-après qui précisent les recommandations d'ordre général avec les mesures réglementaires à mettre en œuvre.

Le résultat du repérage doit d'une part être tenu par les propriétaires, à la disposition des occupants des immeubles, des services de l'Etat concernés et des chefs d'établissements, des représentants du personnel et de l'inspection du travail si l'immeuble comporte des locaux de travail, et d'autre part être transmis aux personnes qui entreprennent ou réalisent les travaux en application du code du travail.

En cas de présence de matériaux de type faux plafond, flocage, calorifugeage, une grille d'évaluation est réalisée conformément à la réglementation; si la note obtenue est de 1, il convient d'effectuer un contrôle périodique de l'état de dégradation du matériau dans un délai de 3 ans ; si la note est de 2, il convient d'effectuer des mesures d'empoussièrement afin de déterminer la concentration en fibre d'amiante dans l'air ambiant ; si à l'issue de ces mesures la concentration est  $< \text{ou } = 5$  fibres par litre d'air, une nouvelle évaluation de l'état de dégradation doit être effectuée dans un délai de 3 ans, si la note est de 3 ou si les mesures d'empoussièrement révèlent une concentration supérieure à 5 fibres par litre d'air, des travaux de retrait ou de confinement doivent être achevés dans un délai de 36 mois. Mais il est impératif que des mesures appropriées soient mises en œuvre sans délai afin de réduire l'exposition des occupants et de la maintenir au niveau le plus bas possible, et dans tous les cas à un niveau d'empoussièrement inférieur à 5 f/l. Ces mesures peuvent être de diverses natures comme par exemple :

- Nettoyage régulier et rigoureux des locaux concernés (nettoyage humide, aspirateur à filtre absolu) ;
- Pose de bâches, de films destinés à isoler les matériaux ;
- Limitation des interventions de maintenance dans les locaux ;
- Limitation d'accès aux locaux concernés.

Préalablement aux travaux de démolition, même partiels, des travaux de retrait des matériaux amiantés sont obligatoires (sauf lorsqu'ils apportent un plus grand risque pour les travailleurs que si l'amiante ou les matériaux en contenant étaient laissés en place).



L'entreprise de travaux doit rédiger un plan de retrait amiante indiquant notamment son mode opératoire, l'aptitude médicale du personnel, la justification de la formation du personnel au retrait de l'amiante. etc. Les travaux ne pourront débuter qu'un mois après la date de réception du plan de retrait par l'Inspection du Travail, la CRAM, l'OPPBTP et la médecine du travail.

Les travailleurs intervenants doivent être titulaires d'une attestation de compétence délivrée par un organisme de formation certifié.

Pour réaliser le retrait de matériaux l'entreprise doit avoir obtenu un certificat de qualification auprès d'un organisme certificateur accrédité.

Tout travailleur dont l'activité professionnelle ne consiste pas à confiner ou retirer de l'amiante, mais dont l'intervention est susceptible de libérer des fibres d'amiante et par voie de conséquence de l'y exposer, entre dans le champ d'application de la sous-section 4 défini à l'article R. 4412-94 tiret 2 du Code du travail et doit bénéficier des mesures de prévention définies aux articles R. 4412-97 à R. 4412-124 et R. 4412-144 à R. 4412-148 du code du travail.

Les travailleurs concernés bénéficient, préalablement à toute activité ou intervention en présence d'amiante, d'une formation à la prévention des risques liés à l'amiante suivant les dispositions de l'Arrêté du 23 février 2012.



## Annexe 1. : liste des locaux ou zones visités

---

La présente liste présente les locaux et /ou zones ayant été inspectés par l'opérateur dans le cadre de la mission confiée à Bureau Veritas.

**Il appartient au donneur d'ordre ou à son représentant, seule personne à même d'avoir une parfaite connaissance des lieux, de signifier à Bureau Veritas toute omission, erreur ou incohérence éventuelle dans l'identification des locaux et zones figurant à un titre ou à un autre dans le présent rapport.**

BATIMENT	NIVEAU	ZONES OU LOCAUX VISITES	CIRCONSTANCES DE LA VISITE
Palais de justice	Sous-sol	Ensemble des pièces	/
Palais de justice	Niveau 01	Ensemble des pièces	/
Palais de justice	Niveau 02	Ensemble des pièces	/
Palais de justice	Niveau 03	Ensemble des pièces	/
Palais de justice	Niveau 04	Toiture	/
Palais de justice	Ext	Extérieur	/



## Annexe 2. : composants de la construction identifiés

En conclusion du rapport, figure la liste des matériaux déclarés amiantés ou non par l'opérateur.

Le tableau ci-dessous indique les autres composants identifiés lors de sa visite

Matériau	Localisation
Murs-Peinture sur béton	Sous-sol [Niveau 01] TC: archives et scellés TGI: garages, locaux techniques, réserves, archives et scellés -
Plafond-Peinture sur béton	Sous-sol [Niveau 01] TGI: garages, locaux techniques, réserves -
Plancher-Carrelage	[Niveau 01] CPH: circulation primaire, sanitaires, attente accueil; TI: archives affaires familiales, sanitaires, salle des pas perdus, accueil; TGI: sanitaires; logement concierge [Niveau 02] CPH: circulation primaire, sanitaires; TI: sanitaires; TGI: sanitaires privatifs bureau, sanitaires, sanitaires F, sanitaires H, salle des pas perdus; TC: circulation primaire [Niveau 03] TC: sanitaires, palier d'étage; TGI: sanitaires -
Murs-Faïence	[Niveau 01] CPH: sanitaires; TI: sanitaires; TGI: sanitaires [Niveau 02] CPH: sanitaires, TI: sanitaires, TGI: sanitaires, sanitaires F, sanitaires H [Niveau 03] TGI: sanitaires -
Plafond-Faux plafond	[Niveau 01] CPH: circulation primaire TI: circulation primaire, salle des pas perdus, salle d'audience TGI: salle d'audience TGI: circulation primaire, palier d'étage, bureau concierge [Niveau 02] CPH: circulation primaire TI: circulation primaire TGI: circulation primaire, bureau 230 [Niveau 03] TC: circulation primaire TGI: circulation primaire -
Plancher-Béton	Sous-sol [Niveau 01] TC: archives et scellés TGI: garages, locaux techniques, réserves, archives et scellés -
Plafond-Flocage	[Niveau 01] TC: archives et scellés; TGI: archives et scellés -
Plancher-Revêtement de sol souple	[Niveau 01] Logement: chambre; TGI: circulation primaire, cellule détention, bureau 101 à 111, bureaux 199 et 121, salle d'audience, bureau syndical, cuisine restauration TI: bureaux 120, 114 à 116; CPH: bureaux 1 à 6 [Niveau 02] TC: salle des délibérés, archives, salle d'audience; TGI: salle des pas perdus, circulation primaire, bureau 230, salle d'audience, salle des délibérés, local sécurité, bureaux 204 à 214, palier d'étage; TI: bureaux 204, 206, 207, circulation primaire; CPH: ensemble des bureaux [Niveau 03] TC: ensemble des bureaux TGI: circulation primaire, bureaux 331 à 333, bureaux 309, 321, 325, archives, bureau 314-316 -
Plancher-Moquette	[Niveau 01] TGI: bureaux 121, 118, 112, 110, 113, 115, 117 [Niveau 02] TI: bureau 202; TGI: bureau 219, archives, bureau 203; TC: président du TC, secrétariat [Niveau 03] TC: circulation primaire; TGI: bureaux 307, 311, 315, 323 -
Plancher-Dalle de sol	[Niveau 01] Logement: chambres, salon; TGI: bureaux 104, 106, 101; TI: chambre du conseil, bureaux 113, 121, 122 [Niveau 02] TC: circulation primaire, juge commissaire et mandataire, archives, bureau; TGI: bureaux 214,216,218, 211-213 [Niveau 03] TGI: bureaux 302-304, 306, 308, 310, 312, 314-316, 313, 305 -
Plancher-Parquet	[Niveau 01] TI: salle d'audience [Niveau 02] TI: bureaux 205 et 209 -
Murs-Papier peint sur plâtre ou toile de verre sur plâtre ou peinture sur plâtre	Tout niveau (excepté pièces citées ci-dessus avec murs béton ou faïence) -
Plafond-Peinture sur plâtre	Tout niveau (excepté pièces citées ci-dessus avec plafond béton peint ou faux plafond ou flocage) -



## **Annexe 3. : repérage des matériaux, matériaux, prélèvements**

---

Les documents, fournis dans cette annexe sont la traduction visuelle des constats effectués en tête de rapport.

### **ANNEXE**

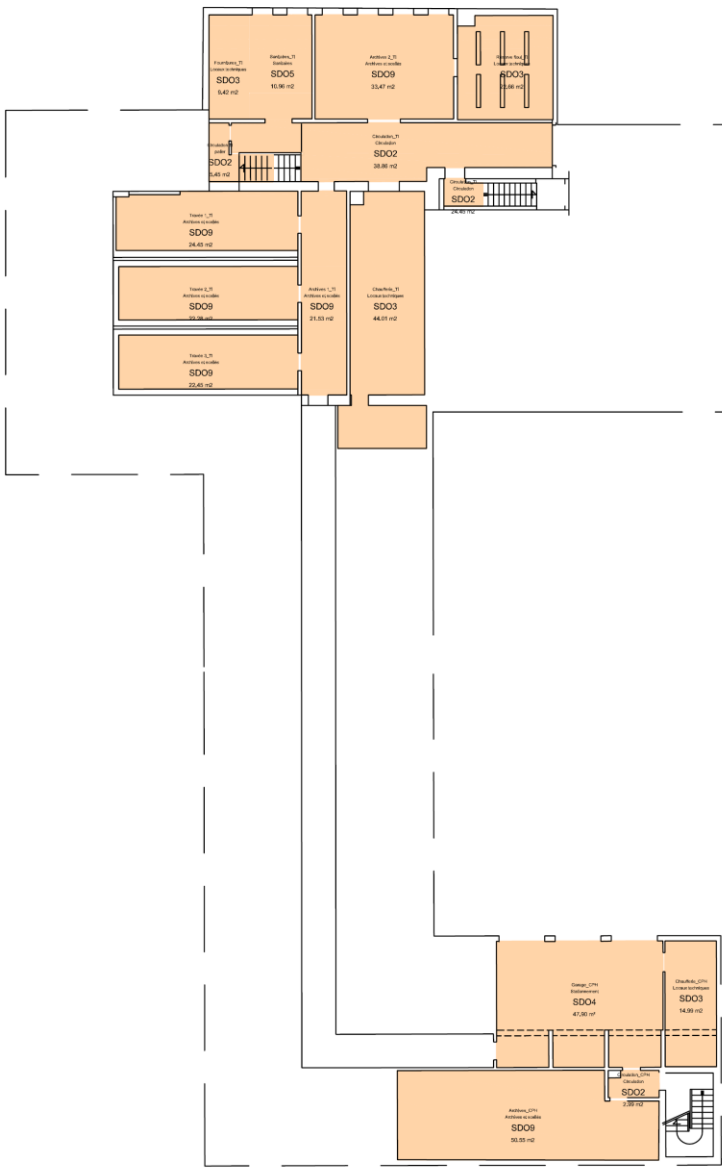
#### **REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE LOCALISATION DES PRELEVEMENTS**

**(DOSSIERS PLANS ET PHOTOS)**

*[cette annexe comporte 1 + 7 page(s)]*







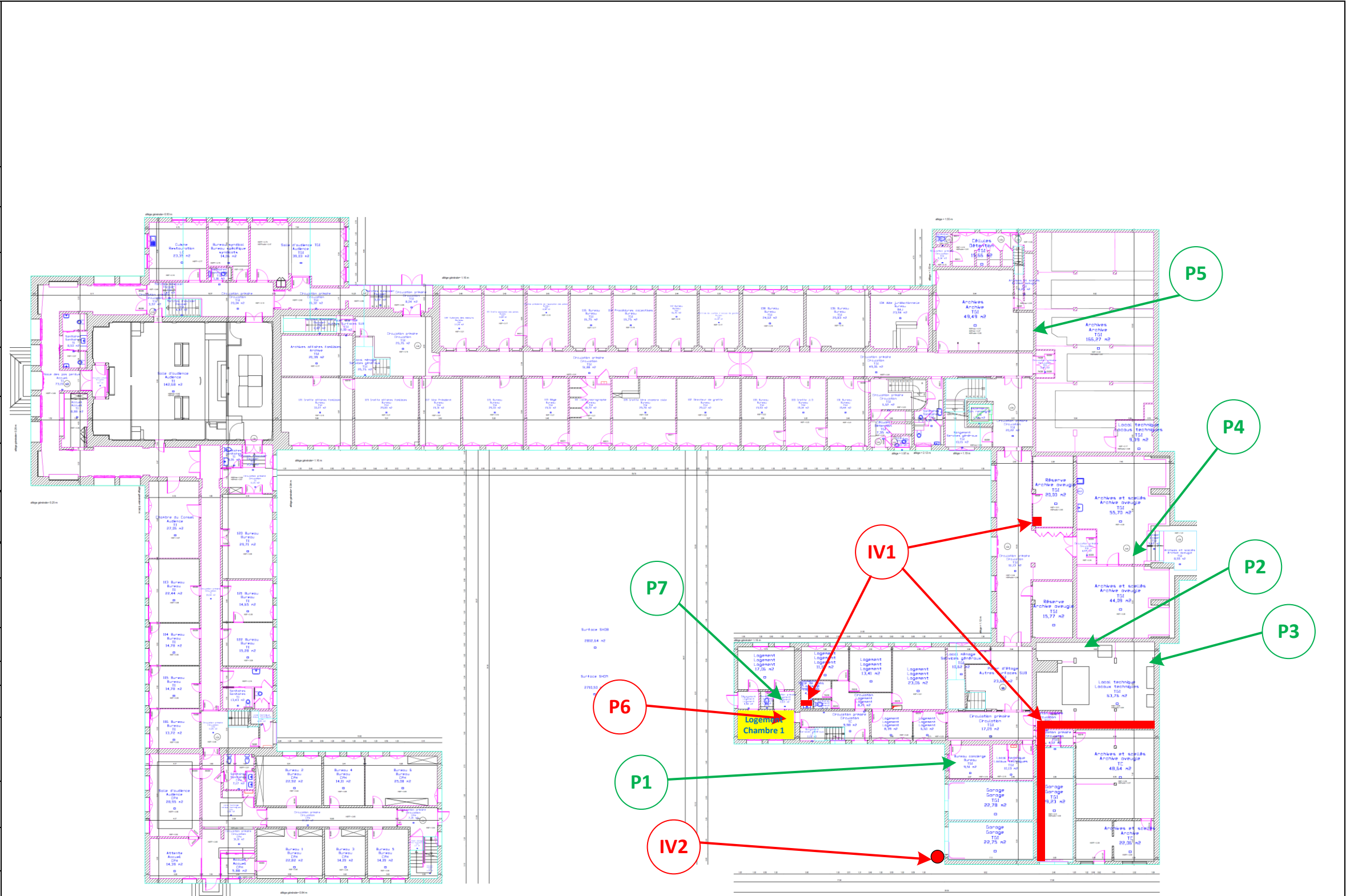
	<b>Planche de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante</b> <i>La planche de repérage est indissociable du rapport</i>	
Client:	UGAP	
Site:	PALAIS DE JUSTICE DE SAINT NAZAIRE	
n° de rapport:	003208 2795457-1/RH	
Etage :	Sous-sol	
Date visite:	18/08/2015	
Réalisé par:	HERVOUET Romain	
n° de planche	1/5	
LEGENDE		
Matériaux et produits contenant de l'amiante :		
Légende	Repère	Matériaux
SANS OBJET		
Matériaux et produits ne contenant pas d'amiante après analyse :		
Légende	Repère	Matériaux
SANS OBJET		



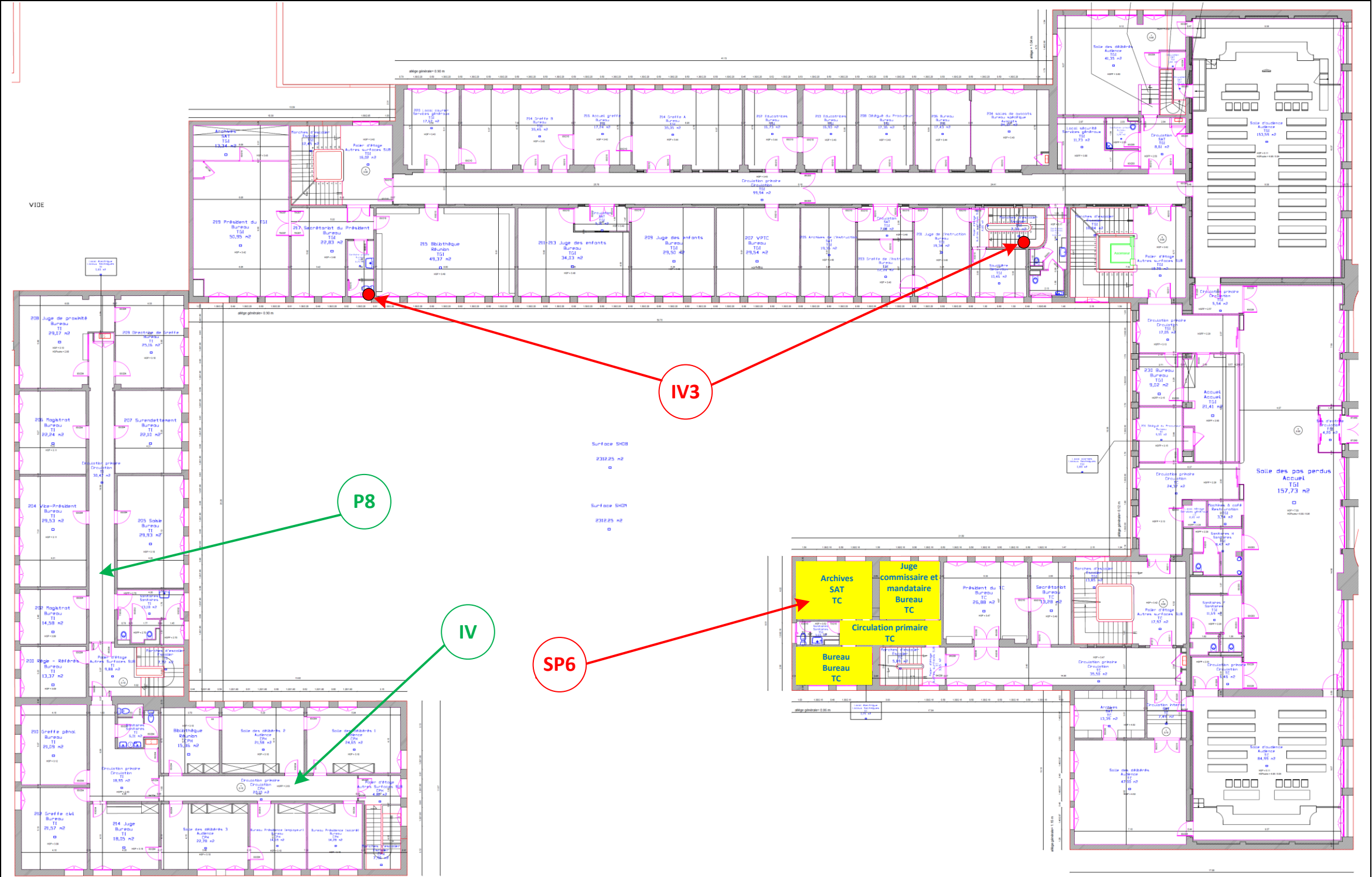
NIVEAU -1 (s/sol)  
échelle graphique  
0 10 m



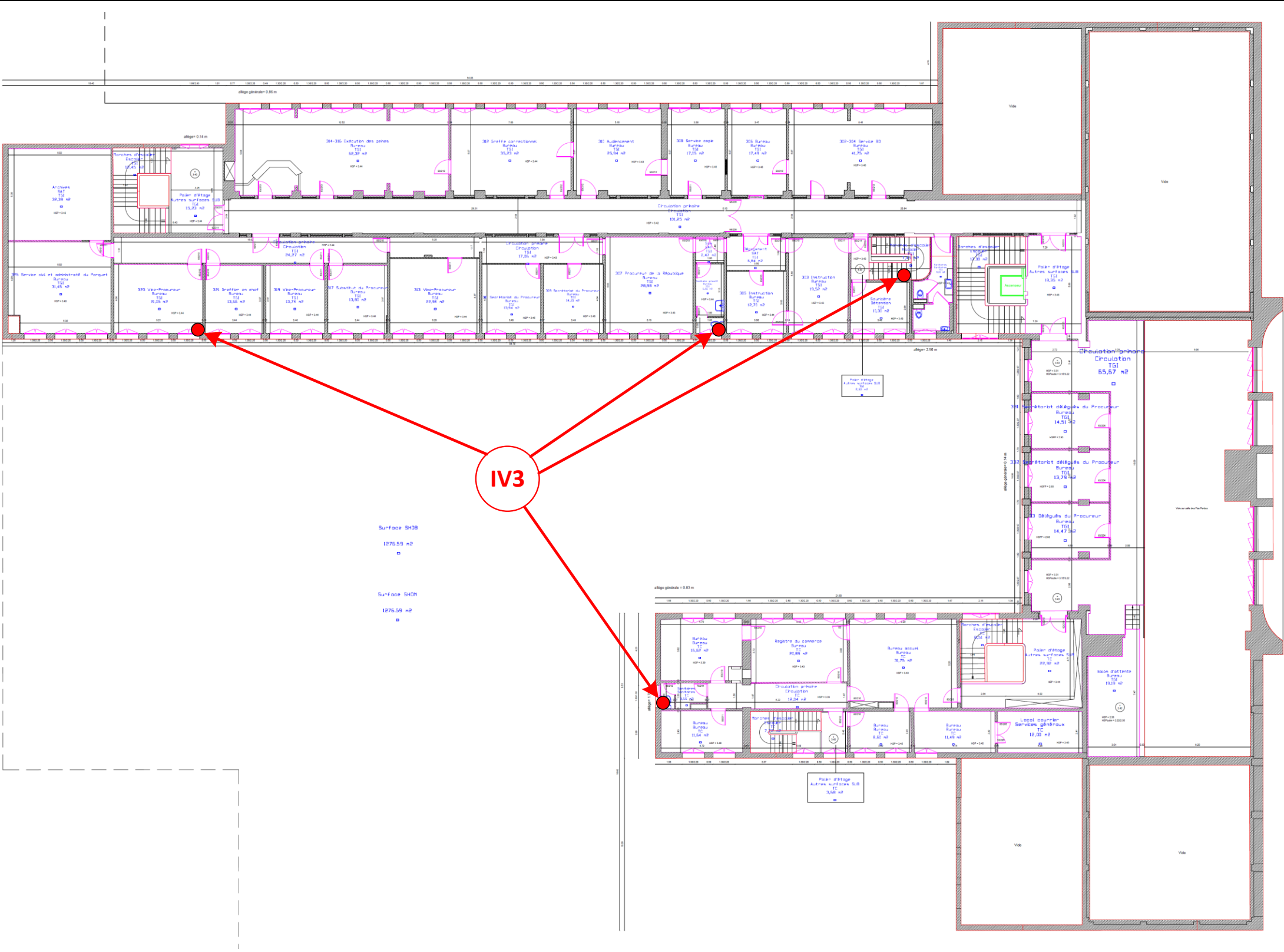
	<b>Planche de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante</b> <i>La planche de repérage est indissociable du rapport</i>	
Client:	UGAP	
Site:	PALAIS DE JUSTICE DE SAINT NAZAIRE	
n° de rapport:	003208 2795457-1/RH	
Etage :	Niveau 01	
Date visite:	18/08/2015	
Réalisé par:	HERVOUET Romain	
n° de planche	2/5	
LEGENDE		
Matériaux et produits contenant de l’amiante :		
Légende	Repère	Matériaux
	P6	Dalles de sol vinyles marrons
	IV1	Conduits carrés en fibres ciment
	IV2	Conduit rond en fibres ciment (en dauphin)
Matériaux et produits ne contenant pas d’amiante après analyse :		
Légende	Repère	Matériaux
/	P1	Faux plafond (face blanche + laine de verre)
/	P2	Calorifugeage (plâtre + papier bitumineux noir + laine minérale rose)
/	P3	Calorifugeage (corde tressée marron)
/	P4	Flocage
/	P5	Calorifugeage (plâtre + laine de verre)
/	P7	Faux plafond 30*30 type Armstrong




	<b>Planche de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante</b> <i>La planche de repérage est indissociable du rapport</i>	
Client:	UGAP	
Site:	PALAIS DE JUSTICE DE SAINT NAZAIRE	
n° de rapport:	003208 2795457-1/RH	
Etage :	Niveau 02	
Date visite:	18/08/2015	
Réalisé par:	HERVOUET Romain	
n° de planche	3/5	
LEGENDE		
Matériaux et produits contenant de l'amiante :		
Légende	Repère	Matériaux
	SP6	Dalles de sol vinyles marrons
	IV3	Conduits ronds en fibres ciment
Matériaux et produits ne contenant pas d'amiante après analyse :		
Légende	Repère	Matériaux
/	P8	Faux plafond
/	IV	Faux plafond (marquage 2006)



	<b>Planche de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante</b> <i>La planche de repérage est indissociable du rapport</i>	
Client:	UGAP	
Site:	PALAIS DE JUSTICE DE SAINT NAZAIRE	
n° de rapport:	003208 2795457-1/RH	
Etage :	Niveau 03	
Date visite:	18/08/2015	
Réalisé par:	HERVOUET Romain	
n° de planche	4/5	
<b>LEGENDE</b>		
Matériaux et produits contenant de l'amiante :		
Légende	Repère	Matériaux
	IV3	Conduits ronds en fibres ciment
Matériaux et produits ne contenant pas d'amiante après analyse :		
Légende	Repère	Matériaux
<b>SANS OBJET</b>		





BUREAU

VERITAS

Planche de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante

La planche de repérage est indissociable du rapport

Client:

UGAP

Site:

PALAIS DE JUSTICE DE SAINT NAZAIRE

n° de rapport:

003208 2795457-1/RH

Etage :

Niveau 04 / Toiture

Date visite:

18/08/2015

Réalisé par:

HERVOUET Romain

n° de planche

5/5


LEGENDE

Matériaux et produits contenant de l'amiante :

Légende

Repère

Matériaux



IV4

Conduits carrés en fibres ciment (cheminée)

Matériaux et produits ne contenant pas d'amiante après analyse :

Légende


Repère

Matériaux

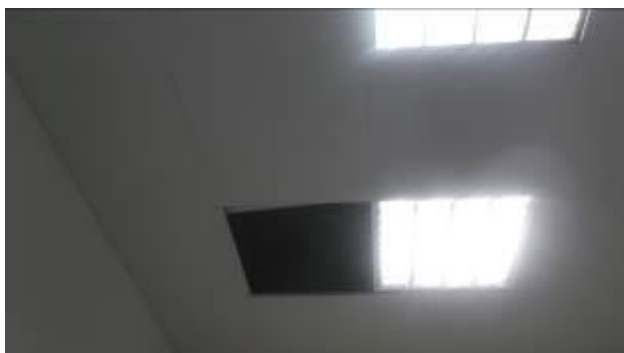
SANS OBJET

Toiture

IV4







P 1: Niveau 01 - Bureau concierge - Faux plafond (face blanche + laine de verre) - Photo n° 1



P 2: Niveau 01 - Local technique - Calorifugeage (plâtre + papier bitumineux noir + laine minérale rose) - Photo n° 2



P 3: Niveau 01 - Local technique - Calorifugeage (corde tressée marron) - Photo n° 3



P 4: Niveau 01 - Archives et scellés - Flocage - Photo n° 4



P 5: Niveau 01 - Archives - Calorifugeage (plâtre + laine de verre) - Photo n° 5



P 6: Niveau 01 - Logement - Chambre 1 - Dalles de sol vinyles marrons - Photo n° 6





P 7: Niveau 01 - Logement - Circulation primaire - Faux plafond 30\*30 type Armstrong - Photo n° 7



P 8: Niveau 02 - TI - Circulation primaire - Faux plafond (face blanche + laine de verre) - Photo n° 8



IV : Niveau 02 - CPH - Circulation primaire - Faux plafond - Photo n° 9



IV 1: Niveau 01 - TGI: Locaux techniques - Conduits carrés en fibres ciment - Photo n° 10



IV 2: Palais de justice - Ext - Extérieur - Conduit rond en fibres ciment (en dauphin) - Photo n° 11



IV 3: Niveau 2 - TGI: Escalier - Conduits ronds en fibres ciment - Photo n° 12





IV 4: Palais de justice - Niveau 04 - Toiture - Conduits carrés en fibres ciment (cheminée) - Photo n° 13





## Annexe 4. : attestation(s) et certificat(s)

---

### ANNEXE

#### ATTESTATION(S) ET CERTIFICAT(S)

*[cette annexe comporte 1 + 4 page(s)]*





**ATTESTATION D'ASSURANCE  
RESPONSABILITE CIVILE  
CONTRAT : HA RCP0084283**

**LE PRENEUR D'ASSURANCE**

Assuré : BUREAU VERITAS

**LES CONDITIONS DE GARANTIE**

Catégorie : Assurances Professionnelles by Hiscox  
Diagnosticteurs immobilier

**ACTIVITES DE L'ASSURE**

**Diagnostics « Amiante » :**

- Diagnostic réglementaire avant travaux ou démolition
- Assistance technique pour travaux de traitement de l'amiante
- Repérage amiante (intégration au DTA ou DT parties privatives)
- Repérage amiante avant/après travaux ou démolition
- Réalisation ou mise à jour du dossier amiante
- Examen visuel après travaux de désamiantage
- Mesures de la concentration des fibres d'amiante dans l'air des immeubles bâtis
- Prélèvement et analyse d'eau afin de rechercher la présence d'amiante en suspension
- Analyse d'échantillons prélevés par l'assuré
- Mesures d'exposition à l'amiante des travailleurs à leurs postes de travail
- Vérification périodique de l'état de conservation des matériaux contenant de l'amiante dans les bâtiments
- Diagnostic amiante réglementaire de transaction
- Diagnostic amiante sur équipements industriels
- Diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de catégories de bâtiments (décret 2011-610 du 31 mars 2011) : *Concernant cette dernière mission, il est précisé que les garanties s'appliquent y compris lorsque la mission porte sur des démolitions ne comportant pas de déchets amiantés.*

Toutes missions connexes d'assistance technique et/ou de conseil aux clients découlant des missions de diagnostics ci-dessus et, ce, y compris les estimations financières liées aux propositions de solutions techniques formulées par l'Assuré.

**PERIODE DE VALIDITE**

La présente attestation est valable pour la période du 01 Janvier 2014 au 31 Décembre 2014.

Les garanties sont acquises selon les Conditions Particulières (établies sur la base du questionnaire préalable d'assurance), des Conditions Générales N° RC1006 et du(des) module(s) n° DIA0607 "Assurances Professionnelles by Hiscox - Diagnosticteurs immobilier".

Fait à Paris, le 07/01/2014  
Pour les Assureurs

07/01/2014 17:29  
RCP0084283

Adresse postale : 12, quai des Queyries - CS 41177 - 33072 Bordeaux – Tél : 0810 50 20 10  
Hiscox Europe Underwriting Limited - Hiscox France, 19, rue Louis le Grand - 75002 Paris  
Siège social : 1, Great St. Helen's, Londres, EC3A 6HX, Royaume-Uni  
Numéro d'enregistrement en Angleterre : 6712051 - R.C.S Paris 524 737 681  
N° TVA Intracommunautaire FR55524737681 - N° FCA 490964 - www.orias.fr  
Page 1/2



**TABLEAU DES GARANTIES**  
**Diagnosticqueurs immobilier**  
**HA RCP0084283**

**RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE et/ou RESPONSABILITE CIVILE APRES  
LIVRAISON**

(Les garanties s'appliquent par sinistre et par année d'assurance.)

- Montant des garanties	1 000 000,00 Euros
<b>Dont :</b>	
- Tous <b>dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non</b>	1 000 000,00 Euros

07/01/2014 17:29  
RCP0084283

Adresse postale : 12, quai des Queyries - CS 41177 - 33072 Bordeaux – Tél : 0810 50 20 10  
Hiscox Europe Underwriting Limited - Hiscox France, 19, rue Louis le Grand - 75002 Paris  
Siège social : 1, Great St. Helen's, Londres, EC3A 6HX, Royaume-Uni  
Numéro d'enregistrement en Angleterre : 6712051 - R.C.S Paris 524 737 681  
N° TVA Intracommunautaire FR55524737681 - N° FCA 490964 - [www.orias.fr](http://www.orias.fr)  
Page 2/2



## ATTESTATION

### Articles R271-3 et L271-6 du Code de la Construction et de l'Habitation

Je soussigné, Monsieur BAILLOUX Pascal, atteste sur l'honneur être en situation régulière au regard de l'article L271-6 du Code de la Construction et de l'Habitation.

J'atteste également disposer des moyens en matériel et en personnel nécessaires à l'établissement des constats et diagnostics composant le dossier.

Conformément à l'exigence de l'article R271-3 du même code, j'atteste n'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à mon impartialité et à mon indépendance, ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à moi, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il m'est demandé d'établir le présent diagnostic.

En complément à cette attestation sur l'honneur, je joins mes états de compétences validés par la certification, ainsi que mon attestation d'assurance.

Fait à Saint Herblain, le 6 janvier 2014

BAILLOUX Pascal

8, avenue Jacques Cartier  
Atlantis  
44807 SAINT-HERBLAIN CEDEX  
Tél. : 02 40 92 06 89  
Télécopie : 02 40 92 48 97

Société Anonyme à Direction  
et Conseil de Surveillance  
au capital de 13 032 093 Euros  
RCS Nanterre B 775 690 621

67/71, Bd du Château – 92200  
NEUILLY SUR SEINE  
[www.bureauveritas.com](http://www.bureauveritas.com)



**BUREAU VERITAS**  
Certification



**Certificat**  
Attribué à

**Monsieur Romain HERVOUET**

Bureau Veritas Certification certifie que les compétences de la personne mentionnée ci-dessus répondent aux exigences des arrêtés relatifs aux critères de certification de compétences ci-dessous pris en application des articles L271-6 et R 271.1 du Code de la Construction et de l'Habitation et relatifs aux critères de compétence des personnes physiques réalisant des dossiers de diagnostics techniques tels que définis à l'article L271-4 du code précité.

**DOMAINES TECHNIQUES**

	Références des arrêtés	Date de Certification originale	Validité du certificat
<b>Amiante</b>	Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérage et de diagnostic amiante dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification	26/06/2014	26/06/2019

La validité du certificat peut être vérifiée en se connectant sur le site : [www.bureauveritas.fr/certification-diag](http://www.bureauveritas.fr/certification-diag)



Date : 26/06/2014  
Numéro de certificat : 2709281

**Jacques MATILLON**  
Directeur Général

BUREAU EN CHARGE : Bureau Veritas Certification France - 60, avenue du Général de Gaulle - 92046 Paris La Défense  
BUREAU EMETTEUR : Bureau Veritas Certification France - 41, chemin des Peupliers - BP 58 - 69573 Dardilly Cedex

**cofrac**



**CERTIFICATION DE PERSONNES**  
ACCREDITATION  
N°1-0087  
portée disponible  
sur [www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr)



## **Annexe 5. : procès-verbal du laboratoire d'analyse d'échantillons**

---

### **ANNEXE**

#### **PROCES-VERBAL DU LABORATOIRE D'ANALYSE D'ECHANTILLONS**

*[cette annexe comporte 1 + 3 page(s)]*



Hygiène du Bâtiment

**BUREAU VERITAS SA**  
**Monsieur Romain HERVOUET**  
 8 avenue Jacques cartier  
 atlantis  
 b.p. 70279  
 44818 SAINT HERBLAIN CEDEX

## RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

N° de rapport d'analyse : AR-15-NS-055866-01

Version du : 26/08/2015 09:15

Page 1/3

Dossier N° : 15W017908

Date de réception : 20/08/2015

Référence dossier : Dossier : 1510003208

1510003208 15976

N° d'affaire : 003208 2795457-1

UGAP PALAIS DE JUSTICE SAINT NAZAIRE

### Informations :

Les analyses ont été sous-traitées au laboratoire accrédité Eurofins Analyses pour le Bâtiment Sud-Est (Saint-Etienne) dont le numéro de portée est le NF EN ISO/IEC 17025:2005 COFRAC 1-1591 (portée disponible sur [www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr)). Le rapport peut être fourni sur demande.

N° éch.	Référence client	Description visuelle de la couche	Technique utilisée	Préparation		Résultats
				Nb	Type	
001	P1 - Faux plafond (face blanche + laine de verre) - Sanitaires TC - SDO5	Matériau semi-dur de type enduit (blanc) ; matériau fibreux de type isolant (jaune)	MET *	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
		Matériau fibreux de type isolant (jaune)	MOLP *	2	-	Fibres d'amiante non détectées
002	P2 - Calorifugeage (plâtre + papier bitumineux noir + laine minérale rose) - Locaux techniques TC - SDO3	Matériau semi-dur de type plâtre (blanc) en traces ; matériau souple bitumineux (noir)	MET *	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
		Matériau fibreux de type isolant (rose)	MOLP *	2	-	Fibres d'amiante non détectées
003	P3 - Calorifugeage (corde tressée marron) - Locaux techniques TC - SDO3	Matériau de type tresse de fibres (marron) ; matériau de type maillage de fibres (marron) ; matériau semi-dur (marron) en traces	MET *	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
004	P4 - Flochage - Réserve	Matériau friable fibreux de type flochage (blanc)	MET *	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées

La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 3 page(s). Le présent rapport ne concerne que les objets soumis à l'essai. Seules certaines prestations rapportées dans ce document sont couvertes par l'accréditation. Elles sont identifiées par le symbole \*.

**Eurofins Analyses pour le Bâtiment Ouest**

7, Rue Pierre Adolphe Bobierre, CS 90827

F-44308 Nantes, FRANCE

Tél: +33 2 51 83 49 48 - Fax: +33 3 88 91 65 31 - Site Web: [www.eurofins.fr/hdb](http://www.eurofins.fr/hdb)

S.A.S au capital de 37 000 € TVA FR48 529 294 092 SIRET 529 294 092 00018 APE 7120B

ACCREDITATION  
 N° 1- 5597  
 Portée disponible sur  
[www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr)







Hygiène du Bâtiment

## RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

N° de rapport d'analyse : AR-15-NS-055866-01

Version du : 26/08/2015 09:15

Page 2/3

Dossier N° : 15W017908

Date de réception : 20/08/2015

Référence dossier :

Dossier : 1510003208

1510003208 15976

N° d'affaire : 003208 2795457-1

UGAP PALAIS DE JUSTICE SAINT NAZAIRE

Informations :

Les analyses ont été sous-traitées au laboratoire accrédité Eurofins Analyses pour le Bâtiment Sud-Est (Saint-Etienne) dont le numéro de portée est le NF EN ISO/IEC 17025:2005 COFRAC 1-1591(portée disponible sur [www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr)). Le rapport peut être fourni sur demande.

N° éch.	Référence client	Description visuelle de la couche	Technique utilisée	Préparation		Résultats
				Nb	Type	
005	P5 - Calorifugeage (plâtre + laine de verre) - Archives - SDO9	Matériau de type maillage de fibres (blanc) ; matériau semi-dur de type plâtre (blanc)	MET *	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
		Matériau fibreux de type isolant (jaune)	MOLP *	2	-	Fibres d'amiante non détectées
006	P6 - Dalles de sol vinyles marrons - Chambre logement - SDO7	Matériau semi-dur de type dalle de sol (marron) ; matériau semi-dur de type enduit (blanc) en traces	MET *	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante de type chrysotile
007	P7 - Faux plafond 30*30 type Armstrong - Sanitaires logement - SDO7	Matériau semi-dur de type enduit (blanc) ; matériau semi-dur fibreux de type faux-plafonds (beige)	MET *	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
008	P8 - Faux plafond (face blanche + laine de verre) - Circulation TI - SDO2	Matériau semi-dur de type enduit (blanc) ; matériau fibreux de type isolant (jaune) en traces	MET *	1	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
		Matériau fibreux de type isolant (jaune)	MOLP *	2	-	Fibres d'amiante non détectées

### Méthodes d'analyses employées pour la recherche qualitative des fibres d'amiante dans les matériaux :

Microscopie Optique à Lumière Polarisée (MOLP) réalisée selon la norme HSG 248 - Appendice 2

Microscopie Electronique à Transmission (MET) réalisée selon les parties pertinentes de la norme NFX 43-050

NB : Les informations de traçabilité sont disponibles sur demande

NB : Sauf information contraire sur ce rapport, le laboratoire effectue une analyse couche par couche de l'échantillon transmis par le demandeur. Des composants décrits simultanément dans une même couche n'ont pas pu faire l'objet de prises d'essai séparées pour l'analyse.

La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 3 page(s). Le présent rapport ne concerne que les objets soumis à l'essai. Seules certaines prestations rapportées dans ce document sont couvertes par l'accréditation. Elles sont identifiées par le symbole \*.

Eurofins Analyses pour le Bâtiment Ouest

7, Rue Pierre Adolphe Bobierre, CS 90827

F-44308 Nantes, FRANCE

Tél: +33 2 51 83 49 48 - Fax: +33 3 88 91 65 31 - Site Web: [www.eurofins.fr/hdb](http://www.eurofins.fr/hdb)

S.A.S au capital de 37 000 € TVA FR48 529 294 092 SIRET 529 294 092 00018 APE 7120B

ACCREDITATION  
N° 1-5597  
Portée disponible sur  
[www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr)





Hygiène du Bâtiment

## RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

N° de rapport d'analyse : AR-15-NS-055866-01

Version du : 26/08/2015 09:15

Page 3/3

Dossier N° : 15W017908

Date de réception : 20/08/2015

Référence dossier :

Dossier : 1510003208

1510003208 15976

N° d'affaire : 003208 2795457-1

UGAP PALAIS DE JUSTICE SAINT NAZAIRE

Informations :

Les analyses ont été sous-traitées au laboratoire accrédité Eurofins Analyses pour le Bâtiment Sud-Est (Saint-Etienne) dont le numéro de portée est le NF EN ISO/IEC 17025:2005 COFRAC 1-1591 (portée disponible sur [www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr)). Le rapport peut être fourni sur demande.

Mickael Berger  
Chef de Groupe

La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 3 page(s). Le présent rapport ne concerne que les objets soumis à l'essai. Seules certaines prestations rapportées dans ce document sont couvertes par l'accréditation. Elles sont identifiées par le symbole \*.

**Eurofins Analyses pour le Bâtiment Ouest**

7, Rue Pierre Adolphe Bobierre, CS 90827

F-44308 Nantes, FRANCE

Tél: +33 2 51 83 49 48 - Fax: +33 3 88 91 65 31 - Site Web: [www.eurofins.fr/hdb](http://www.eurofins.fr/hdb)

S.A.S au capital de 37 000 € TVA FR48 529 294 092 SIRET 529 294 092 00018 APE 7120B

ACCREDITATION  
N° 1-5597  
Portée disponible sur  
[www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr)







## **Annexe 6. : Critère d'évaluation des matériaux de la liste B**

---

### **ANNEXE**

#### **CRITERES D'EVALUATION**

*[cette annexe comporte 1 + 2 pages]*



**CRITÈRES D'ÉVALUATION DE L'ÉTAT DE CONSERVATION DES MATÉRIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE ET DU RISQUE DE DÉGRADATION LIÉS À LEUR ENVIRONNEMENT**

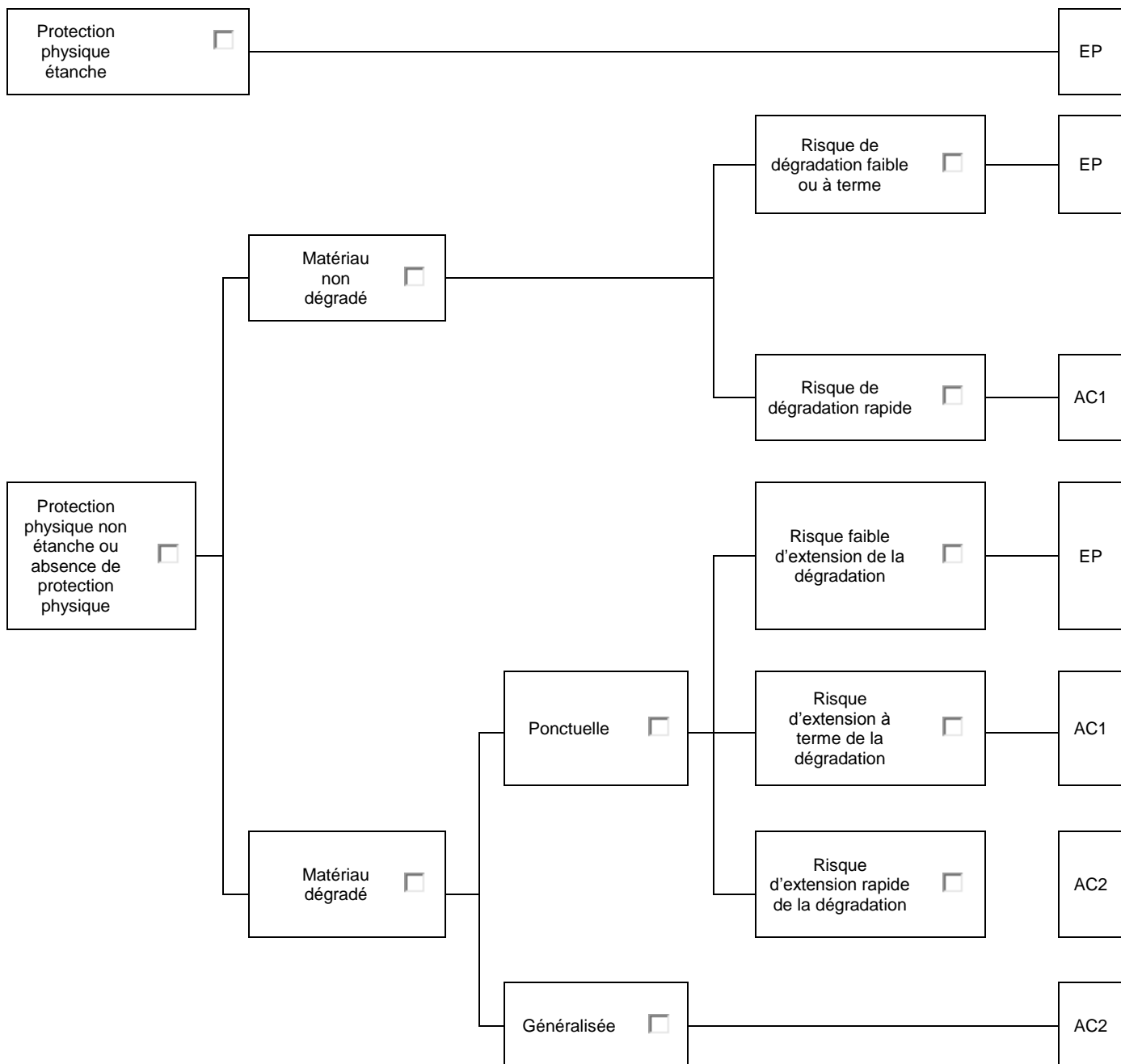
RESULTAT DE LA GRILLE	CONCLUSIONS
	Recommandations de gestion adaptées au besoin de protection des personnes.
EP	Evaluation périodique
AC1	Action corrective de premier niveau
AC2	Action corrective de second niveau

**TABLEAU DES CRITERES UTILISES DANS LA GRILLE**

<b>PROTECTION PHYSIQUE DU MATERIAU</b>	
✓	Protection physique étanche
✓	Protection physique non étanche ou absence de protection physique
<b>ETAT DE DEGRADATION</b>	
✓	Matériau dégradé
✓	Matériau non dégradé
<b>ETENDUE DE LA DEGRADATION</b>	
✓	Ponctuelle
✓	Généralise
<b>RISQUE DE DEGRADATION LIE A L'ENVIRONNEMENT DU MATERIAU</b>	
✓	Risque de dégradation faible ou à terme
✓	Risque de dégradation rapide
✓	Risque faible d'extension de la dégradation
✓	Risque d'extension à terme de la dégradation
✓	Risque d'extension rapide de la dégradation
<p>L'évaluation du risque de dégradation lié à l'environnement du matériau ou produit prend en compte :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>– les agressions physiques intrinsèques au local ou zone (ventilation, humidité, etc.), selon que le risque est probable ou avéré ;</li><li>– la sollicitation des matériaux et produits liée à l'usage des locaux, selon qu'elle est exceptionnelle/faible ou quotidienne/forte.</li></ul> <p>Elle ne prend pas en compte certains facteurs fluctuants d'aggravation de la dégradation des produits et matériaux, comme la fréquence d'occupation du local, la présence d'animaux nuisibles, un défaut d'entretien des équipements, etc.</p>	

**GRILLES D'EVALUATION N°**  
**Evaluation de l'état de conservation et risque de dégradation lié à son environnement, dans les conditions actuelles d'utilisation des locaux de la zone homogène**

Protection physique	Etat de dégradation	Etendue de la dégradation	Risque de dégradation lié à l'environnement du matériau	Type de recommandation
---------------------	---------------------	---------------------------	---	------------------------





## Annexe 7. : copie(s) de(s) rapport(s) antérieur(s)

---

### ANNEXE

#### COPIE(S) DE(S) RAPPORT(S) ANTERIEUR(S)

*[cette annexe comporte 1 + 0 page(s)]*

**ANCIENS RAPPORTS DISPONIBLES AUPRES DU CLIENT**